

VIVRE, RÊVER, CRÉER LA VILLE ET LES PAYSAGES CONTEMPORAINS.

TERRITOIRES et MUTATIONS CULTURELLES.

Séminaire Jeudi 24 novembre 2011

Les ateliers thématiques

Atelier 3 : POUR UNE AUTRE ECONOMIE

Coordinateur Sébastien Giorgis.

- **Sébastien Giorgis** : ce matin on était dans des sujets qui ne sont pas vraiment des sujets de travail quotidiens ou habituels du réseau de volubilis, j'ai expliqué pourquoi c'était fondamental que nous travaillions sur ces questions. Donc, on va fonctionner par une présentation de chacun d'entre vous en quelque minutes, et on va essayer d'être concis.

5 minutes pour dire ce que vous représentez ici, les projets ou les idées dont vous êtes porteurs au regard de ce qui s'est dit ce matin et au regard de ce que vous avez pu comprendre de ces quatre pages sur le projet 2012 de Volubilis. Comment faire passer un certain nombre de réalités, de questions et de réponses, sur les problématiques de territoire, à des gens qui gèrent les communes, qui sont urbanistes ou architectes, qui sont élus ou agents d'état ou de collectivité, permanents de CAUE et qui sont le public des Rencontres de volubilis auprès de qui il nous paraît fondamental de comprendre ce qui se passe au niveau des ouvertures économiques. Si les mots sont maladroits ou naïfs, reprenez les aussi parce que vous l'avez vu ce matin, je suis très attentif aux mots. Il faut recadrer sur le vocabulaire et donner du sens aux mots.

- **Pascal Hennequin, de l'APEAS**, structure para-régionale, pas du tout autonome comme Emmaüs, nous sommes une sorte de lobby des initiatives et accompagnateurs pour faire émerger ces initiatives sur le territoire régional. Je suis également photographe pour « focus 21 » où je travaille sur les monnaies complémentaires et les systèmes d'échanges. Dans ce cadre là, on organise en février des rencontres sur les monnaies et systèmes d'échanges qui s'appelle « festifric ». Les alternatives vous les connaissez toutes, ça va de l'agriculture à la culture en passant par l'habitat etc. avec l'agriculture ce sont les circuits courts, les AMAP ; au niveau de la culture et des médias ça peut être de réimplanter une télé locale qui vit avec un système démocratique, associatif et qui permet de diffuser de l'information faite avec les citoyens, c'est une forme d'alternative dans l'information. Dans l'agriculture c'est se mettre en lien avec un producteur maraicher, lui acheter régulièrement sa production, s'engager avec lui sur une relation de long terme. Tout cela c'est de l'économie solidaire cela repose sur des valeurs et sur un type d'organisation, sur une structure. Nous on essaie de défendre ces valeurs, de remettre l'humain au niveau de la citoyenneté économique.

C'est difficile de parler le premier. Je vais revenir sur mon vécu, je suis issu du grand système capitaliste, chez RENAULT. Au bout de 5 ans, je me suis dit, non je ne peux pas. J'ai alors commencé à travailler pour des journaux alternatifs en créant des outils pour informer autrement, il manquait beaucoup d'outils pour insuffler que l'on peut vivre autrement et rentrer dans une relation moins schizo avec la société dans laquelle on vit. Le travail consiste à collecter de l'information, la redistribuer et initier ces alternatives. Par un raisonnement très pragmatique, on en est venu à travailler sur les systèmes d'échange et les monnaies complémentaires, les échanges d'information entre structures. Aujourd'hui on est inondé par toutes ces informations, il faut réussir à s'y retrouver. Mais nos initiatives ne sont pas assez connues, pas assez mises en réseau. C'est pourquoi, pour les faire connaître on fait des petits films, en les diffusant sous forme de cinéma itinérant ou en utilisant de nouveaux outils d'animation, comme par exemple des conférences gesticulaires ? : c'est une nouvelle forme d'éducation populaire qui se régénère, c'est intéressant de se les accaparer et de les faire connaître. La réflexion s'oriente de plus en plus sur des systèmes d'échange de nos pratiques, de nos méthodes et de nos outils entre structures. Sur le même principe que les logiciels libres, vous pouvez les accaparer, les installer sur votre ordi, les utiliser. Si vous voulez les modifier, n'hésitez pas et communiquez : faisons de l'intelligence collective. L'APEAS travaille aujourd'hui sur la mise en liens des initiatives sur les systèmes de monnaies et les systèmes d'échanges, parce que aujourd'hui c'est au cœur du système, on est en plein dedans, c'est la crise etc. et il faut inventer d'autres choses, d'autres monnaies, certains l'ont fait à l'Isle sur Sorgue : ça démarre, il y a plus de 5000 expériences dans le monde ; j'ai apporté une expo photo qui montre la diversité de ce qui existe.

L'idée étant de réintroduire de la diversité dans les monnaies pour qu'il n'y ai plus des monnaies uniques, dollars, livres, yen et Euro, mais une multitude de monnaies. Pourquoi ? Pour la même raison que dans les champs, on a besoin de diversité. Si un champ se fait attaquer par un parasite avec une seule diversité, cela peut créer de la famine. Aujourd'hui, on n'est plus dans l'abondance monétaire, il faut recréer de la diversité monétaire ; les monnaies, il y a différents moyens de les affecter, les finalités ne sont pas toujours les mêmes, à l'Isle sur Sorgue c'est plus pour redynamiser l'économie locale. Cela va influencer sur le paysage, sur l'urbanisme : on va arrêter de faire des zones commerciales horribles en bas des vieux villages historiques. En arrivant sur Avignon, on traverse la zone commerciale et on arrive sur cette magnifique ville préservée. Les monnaies peuvent être un outil qui permet de relancer une économie locale, de relancer des circuits courts. Un Conseil Général peut, par exemple, décider de fournir une partie de ses prestations logement en monnaie locale, utilisable uniquement chez les artisans locaux qui ont des spécificités en termes d'environnement, d'économie d'énergie etc. Pourquoi ne pas aussi payer nos impôts en monnaie locale, taxes d'habitation versées au Conseil Général par exemple.

Ces idées ont été mises en application en Amérique du Sud : il y a 46 banques communautaires au Brésil, 2000 au Venezuela, ça émerge un peu partout dans le monde, y compris en France, ce sont de supers outils qui peuvent être très utiles et qui s'attaquent au cœur du système, de la dette, de l'argent. l'impact sur l'urbanisme n'est pas loin, sur les

transports, la gestion des territoires : il y a des exemples qui sont très intéressants en terme d'urbanisme comme à Couritiba, où le maire s'est dit : sachant qu'on ne peut pas ramasser les déchets dans les favelas, on va donner un ticket de transport pour un kilo d'ordures. Les gamins ont commencé à ramasser les ordures et à prendre les transports en commun : cela a développé la collecte des ordures qui ont été recyclées et développer l'utilisation des transports en commun. C'est une ville qui a été déclarée ville exemplaire du 21^{ème} siècle pour le développement durable. Il y a plein d'autres exemples, des sites vous donnent ces informations.

Nous nous avons créé notre monnaie locale papier qui est assise sur l'€uro, tant que l'État et l'€uro existent. Notre démarche est de réintroduire de la liquidité dans le système parce qu'on s'est aperçu que toutes les liquidités sont aspirées par le système financier et qu'on se retrouve sans argent dans les poches alors qu'il y a plein de choses à échanger. Donc comment faire pour réinsuffler des liquidités ? Il y a différentes réponses, nous avons choisi la monnaie papier assise sur l'€uro. C'est une planche à billet : un imprimeur nous a édité les billets, nous avons une certaine somme disponible, on vend ces billets contre des €uros, ces €uros sont placés dans une banque éthique et démocratique, qui va financer des projets solidaires et collégiaux ; on réfléchit, avec la Nef, à des possibilités de travail avec des collectivités locales qui pourraient garantir une émission de monnaie, en gardant dans leurs finances une réserve de garantie.

Pour le moment, la circulation n'est pas tout à fait commencée, on a fabriqué les billets, on a mis en place les distributeurs, on est en train de démarcher les acteurs économiques qui vont pouvoir rentrer dans le système. On espère démarrer véritablement au début de l'année 2012. On a mis quelques systèmes de protection pour les faussaires, une bande métallique, une micro ligne qui ne passe pas à la photocopieuse. C'est une monnaie qui perd sa valeur tous les 6 mois, ces coupons ont besoin d'être revalorisés moyennant une commission de 2% tous les 6 mois, on appose un tampon avec la date de valeur d'une couleur différente. C'est une monnaie non spéculative que l'on ne peut thésauriser.

C'est une monnaie locale qui sert à dynamiser l'économie locale. Quand vous achetez un pot de tomate par exemple 2 €uros, il y a toutes les chances pour que sur ces 2 €uros, 1 partent en Chine et l'autre au bout d'un moment se retrouve dans les circuits financiers.

-Mais si je vais au Casino du coin et qu'il accepte la « roue », je vais acheter un boîte de tomates faite en Chine aussi.

Les gens, qui entrent dans ce système, signent une charte éthique. Il y a des chances que le Casino du coin ne signe pas cette charte parce qu'il n'en aura pas les moyens. Il n'y a pas d'exclusion à priori, mais de fait les gens n'auront pas forcément envie de rentrer dans ce système là. Donc redynamisation du commerce local, de proximité.

Le 2^{ème} but est favoriser les déplacements éthiques et solidaires bio et écolo. Ensuite, Il y a un dédoublement de la monnaie : on dédouble d'un côté la monnaie circulante et de l'autre la

monnaie de réserve : quand vous touchez votre salaire ou votre retraite au début du mois, vous le mettez sur votre compte en banque et là c'est votre monnaie de réserve, ça sert à financer les projets ; au bout de 15 jours, vous en retirez la moitié vous la faite circuler et, à la fin du mois, il n'y a plus de monnaie de réserve. Là, pendant un mois, les euros placés sont en monnaie de réserve et les euros (la même valeur) circulent en même temps, donc il y a un dédoublement de la monnaie. On essaie de réfléchir à insuffler plus de monnaies dans le système. Le 4^{ème} argument, qui n'est pas écrit, c'est que s'il y a une catastrophe financière et que les banques se mettent à fermer et que les distributeurs sont vides, nous aurons une certaine expérience de ce genre de chose, ce qui évitera qu'on en revienne à la barbarie.

-Il y a un sacré travail d'éducation populaire par rapport à l'argent.

-Question : comment s'est créé l'argent ?

Mr Jacob : Le problème c'est que l'argent s'est dématérialisé, tout le monde pense carte bleue chèques. L'inconvénient, c'est que les gens ne voient plus quand ils dépensent, Il arrive que les gens m'appellent parce qu'ils ont fait un chèque, mais ils ne savent plus à qui, en voyant leur relevé de compte les gens ne savent plus ce qu'ils ont payé avec leur carte. On voit de plus en plus d'associations qui créent de la monnaie : récemment, j'en ai vu une en Ardèche. A la banque, je m'occupe des associations, des AMAP et des associations qui s'occupent de logements.

Le problème actuel avec la monnaie c'est que les gens n'ont plus de référence : quand ils ont besoin de retirer, exceptionnellement, 1500 ou 2000 Euros, ils ne savent plus comment s'y prendre ; comme les chèques sont de plus en plus souvent refusés, les gens utilisent la carte bleue et il y a des plafonds. De plus, en France on a tellement dématérialisé les choses qu'on ne laisse plus les gens retirer des espèces ; ce qui a changé le plus depuis 5 ans que je suis là, ce sont les plafonds de retrait, la banque a moins de liquidités et si quelqu'un a besoin de 2000€ , la banque doit les commander à la banque de France. Par exemple, pendant le festival nous avons beaucoup plus de demandes d'argent des professionnels ou des particuliers et la banque n'a plus d'argent en caisse.

-c'est la banque qui est en cause là, ce n'est pas le consommateur.

Jacob : ce n'est pas que la banque, c'est le système qui est comme ça, on nous demande de ne plus avoir d'espèces ; il y a une éducation à refaire vis-à-vis de la banque mais vis à vis des clients aussi, il faut qu'on leur ré-explique la démarche. Je ne sais pas si j'ai répondu à la question.

-Non vous n'avez pas répondu. La création monétaire se fait au moment de la dette, au moment de l'emprunt. C'est-à-dire quand vous empruntez 1000euros à votre banquier, il va vous demander 100euros pour le fonds de réserve qu'il doit déposer auprès de la banque de France ou de la BCE et le reste c'est un jeu d'écriture : il va vous donner 1000 et écrire je dois 1000 à ce monsieur.

Jacob :le rapport est de 1 à 20 je crois.

-oui, c'est entre 8 et 12 %, globalement cela fait 12% tout compris.

Jacob : La BCE, donc l'Europe, a rajouté des contraintes qui nous obligent à augmenter les fonds de réserves. Cela oblige des banques comme la notre à faire attention et à se rapprocher des plus grands groupes ; le groupe crédit coop-NEF a du se rapprocher, il y a plusieurs années, du groupe Banques Populaires, même si on reste indépendant. Obligé par les normes européennes et au risque de disparaître, on a payé pour être dans le groupe,

-La dessus j'émet de grosses réserves, allez voir le film « Inside job », en gros je grossis et plus je grossis, moins les États vont me faire chier parce que je risque de faire tomber tout le monde. La politique de ces grands groupes, c'est de dire : je suis devenu tellement gros que vous ne pouvez plus me bouger et je ne peux plus faire faillite, donc je veux encore en bouffer plus. L'idée des monnaies locales, c'est de relocaliser l'économie, de refaire ce que faisaient les banques à l'origine : les clients étaient des épargnants, qui étaient aussi au conseil d'administration et qui réinvestissaient sur des projets locaux pour dynamiser l'économie locale. On revient à des banques type crédit mutuel, on se connaît, on se fait confiance, on va se prêter de l'argent. Aujourd'hui tout est dématérialisé, sorti du réel, on est dans la finance et la finance c'est du pari, il faut avoir conscience de tout ça. Bon, on s'éloigne de l'atelier. Mais je vous conseille d'aller voir « Inside job », qui montre bien comment la crise, les subprimes se sont installées. D'autres films existent sur la création de la monnaie comme « la double face de la monnaie ». Ce sujet fait partie des quelques tabous de notre société : le sexe, la religion et l'argent. Quand on commence à creuser les questions d'argent on se dit ...

-qu'il faudrait peut-être passer au sexe !

- non, remettre de la démocratie dans tout ça.

Qui ? - il y a vraiment un double bouleversement idéologique avec la création des monnaies locales complémentaires. Effectivement par rapport aux banques qui font de la création monétaire bien au delà de ce qu'elles reçoivent : de mon temps, on disait ce sont les dépôts qui font les crédits, maintenant on sait que ce sont les crédits qui font les dépôts. Contrairement à l'intérêt qu'on avait à posséder de l'argent parce qu'il faisait des petits, cette monnaie locale est fondante : plus on la garde, moins elle a de valeur, ça c'est une révolution idéologique. Cette révolution idéologique casse le fétichisme de l'argent. Le SEL c'est la même idée, quand on crée un système d'échange local c'est pour casser le fétichisme de la marchandise et celui de l'argent.

-vous semblez dire qu'il faut absolument dépenser l'argent qu'on a, l'épargne n'est pourtant pas mauvaise.

- qui ?Le système d'épargne n'est pas forcément mauvais, mais tel qu'on est embarqué dans cette économie Casino, cette économie financière, votre argent est placé hors de votre contrôle. Avant quand c'était localisé, on savait à peu près à quoi étaient destinés les fonds

qu'on épargnait. Maintenant ils partent dans des circuits mondialisés que vous ne contrôlez absolument pas. Les systèmes d'échanges locaux et de monnaies complémentaires font que les citoyens se réapproprient la création monétaire, en lui enlevant son côté magique, et les échanges.

- Je suis d'accord avec ce que vous dites sur le modèle d'économie dominante, mais on peut aussi envisager une économie vertueuse et locale. Les CIGALE sont des clubs d'investissement alternatifs qui proposent ça.

- Je suis d'accord, je ne parle pas des circuits d'épargne solidaire etc..

- Dans les systèmes alternatifs qui peuvent être mis en place il peut y avoir de la consommation relocalisée, mais aussi de l'épargne relocalisée pour de l'investissement local.

- Le rôle de notre monnaie est uniquement circulant, ça ne veut pas dire qu'il n'en faut pas un autre pour servir d'autres valeurs.

Anne-Marie Billiotais : Pour en revenir aux SEL, qui ne datent pas d'aujourd'hui, en Allemagne dans les années 20 cela s'appelait les SEL de coopération et au moment de la crise de 29, cela s'est développé dans le monde entier. L'idée c'est de coopérer, de baser les échanges sur l'entraide, la coopération, la réciprocité, retrouver le sens de l'échange qui est « je ne reçois que si je donne ».

Des groupes, comme le MAUS, ont beaucoup travaillé dessus ou les abondancistes.....en créant des liens, des réseaux : on va essayer de casser cet anonymat très destructeur des marchés mondiaux, de redonner aux choses des valeurs d'usage et non pas des valeurs d'échange, de retravailler sur des économies autocentrées. Pour le SEL, les monnaies sont locales ,mais pas complémentaires contrairement à ce que l'on vient de voir. Est-ce que ce sont de vraies monnaies, c'est difficile à dire parce qu'elles ont le rôle de réserve de valeur et d'instrument d'échange, mais il leur manque un élément. Chez nous cela s'appelle le « grain » et chez vous, à Avignon, le « lien ». Chaque SEL a son unité de mesure : ce qui compte pour le notre, ce n'est pas tellement les échanges, mais les liens qui se sont créés, liens d'entraide, de connaissance, de rupture de solitude. Il y a vraiment autre chose qui se passe dans les SEL que l'aspect économique.

- Combien de personnes y sont ?

- Billiotais -C'est très variable, en ce moment entre 80 et 100, à une époque on a été 200 ; mais arrivés à 200, les SEL se scindent en général et vont créer des petits ailleurs. Au début, nous étions sur des petits villages, Venasque, le Baucet, Saumane, un peu Carpentras, maintenant c'est surtout Carpentras et quelques villages autour, mais on essaie de ne pas dépasser les 30km , sinon ça n'a plus de sens au niveau écologique.

- Comment fonctionne la gestion ?

- Billiotais - On fonctionne collégialement, on refuse les conseils d'administration, les

présidents, les machins : on est une collégiale de 6 à 9 membres. On a eu beaucoup de mal à le faire accepté par la préfecture depuis 10 ans, mais maintenant ça y est ; on est association loi 1901, mais sans bureau. On se fait des halles aux grains, dans d'autres lieux, cela s'appelle des blés, bourses locales d'échanges, tous les mois et des soirées festives 2 ou 3 fois par an. Ce n'est pas très rigide, à part cette collégiale tous les mois.

Sur Avignon, le SEL a été créé, je crois, en 1997 ; il a été en dormance pendant quelques années parce que les gens en ont eu marre de le porter, il a été relancé, il y a 2 ans et demi, par une petite équipe en diffusant le film « la face cachée de la monnaie » qui parle des monnaies et des SEL. Il fonctionne de manière très classique, avec une présidente et un trésorier et marche très bien. Ce qui est chouette, c'est que chaque SEL a sa personnalité, on ne capte pas forcément le même public selon que l'on est en zone rurale ou en ville : ici, on est sur Avignon, le Pontet, Morières, avec un public sans doute moins militant et moins politisé que dans d'autres SEL. Mais l'idée du SEL, tel que nous le concevons à Avignon, c'est de dire que le temps vaut autant pour n'importe qui, une heure de mon temps vaut exactement une heure de ton temps ... Quand je rends service pendant une heure je vais gagner 60 liens, quand une mamie va faire une tarte pour quelqu'un d'autre elle va aussi gagner 60 liens, si elle y passe une heure, quelqu'un qui va changer un ampoule va gagner 30 liens, s'il y passe une demi heure. On est tous égaux et quand quelqu'un vient pour adhérer au SEL, il remplit une fiche avec ses coordonnées et on lui demande ce qu'il vient chercher comme service et ce qu'il apporte comme service. Souvent les gens disent « je ne sais rien faire », même des gens bac +15, ils ne savent pas ce qu'ils peuvent apporter, ils sont devant la feuille blanche et ils sèchent. C'est là que c'est intéressant.

- La valeur rejoint la valeur ;

- Mon temps vaut exactement ton temps, donc ma personne ne vaut pas plus que la tienne et vice versa.

- Ce n'est pas politique ça ? rires !

- QUI ? C'est éminemment politique, mais il n'est pas forcément besoin d'entrer dans de grandes considérations politiques. On utilise une monnaie complètement virtuel, le « lien », on n'a pas de billets, on passe des écritures sur un petit carnet que j'ai tout le temps sur moi où on note les échanges. Le SEL, pour moi, c'est vraiment un prétexte : en fait, on s'échange des fringues, des objets, des bouquins tout ce qu'on veut, du service, jardinage, coiffure, massage, coaching pour retrouver du boulot... c'est absolument sans limite et il se crée du lien social, il est clair qu'il y a énormément de solitude y compris dans les villes. Pratiquement, tous nos adhérents sont, soit des familles mono parentales donc des gens seuls avec des gamins qui sont complètement largués et souvent en dessous du seuil de pauvreté, des personnes âgées dont les enfants vivent loin et qui ne voient jamais leurs petits enfants : il y a là une énorme souffrance humaine et pour moi le SEL c'est juste un prétexte à recréer du lien social. Souvent les gens me disent le SEL ça ne marche pas, j'ai appelé untel qui ne m'a jamais répondu ... Je leur réponds qu'il faut se déplacer et rencontrer les gens dans la vraie

vie, les réseaux sociaux c'est super mais ce n'est pas la vraie vie, ce n'est pas des vrais échanges humains. Pour qu'il y ait de vrais échanges, il faut qu'il y ait des liens de confiance et pour cela il faut partager du temps ensemble. Se faire une bonne bouffe, il n'y a rien de tel pour se connaître ; à partir de là, il se crée des échanges de services, bien au-delà de ce que les gens ont pu noter sur leur feuille. On recrée ce que faisaient les gens naturellement dans les villages avant, on s'entraidait naturellement, tu as des courses à faire et tu n'as pas de voiture, tu prends ma voiture ou je viens avec toi.

Il y a deux ans et demi je ne savais même pas ce qu'était un SEL, je ne suis pas du tout tombée dedans quand j'étais petite, c'est en regardant ce film, « la face cachée de la monnaie », que j'ai eu envie de refaire des études en économie sociale et solidaire, alors que j'ai une formation d'assistante de direction. Pour mon mémoire, j'ai travaillé sur « comment sensibiliser le citoyen lambda à un faire autrement possible ». Quand on fait des conférences, c'est toujours de l'entre-soi, c'est toujours des militants, des gens convaincus qui viennent, comme ici par exemple. Donc comment faire ? On parlait tout à l'heure des médias et des télé locales, c'est un truc qui me branche à 200% mais qu'il faut faire avec les gens, et non pas vouloir apporter un message de bonne parole en économie sociale et solidaire, croyez nous, ça marche comme ça. C'est ce que propose la scoop faire : avec les citoyens, faire avec les gens. J'ai travaillé avec les petites associations avignonaises ; j'ai fait mon stage à la MAS, maison alternative et solidaire d'Avignon, qui pourrait être un très bon vecteur de cette économie, mais qui est dans les difficultés économiques et où il n'y a pas vraiment de compétences en gestion. Ces associations sont gérées par des gens qui ont un job ailleurs qui ne sont pas des gestionnaires qui n'ont pas de compétences en ressources humaines : quand ils embauchent, ils n'ont pas forcément les compétences, ils n'embauchent qu'en contrats aidés parce que c'est moins cher, or les gens en contrats aidés sont censés être là pour se former, mais ils se retrouvent souvent seuls. Les petites associations sont de plus en plus confrontées à des difficultés parce que les subventions s'amenuisent ; La MAS d'Avignon qui regroupe 20 à 30 associations est en grande difficulté. Les petites associations ne sont donc pas les plus à même de relayer ce message. Je pense que la révolution se fera avec les gens, avec les petites gens. Nous, classe moyenne ou classe ce qu'on veut, on peut brasser tout ce qu'on veut, si on ne prend pas tout le monde avec, ça ne se fera jamais.

- Olivier : Il y a deux démarches assez différentes. Les monnaies alternatives où on a plutôt notre casquette de consommateur puisqu'elle nous sert à favoriser des échanges locaux et c'est plutôt un système d'échange de production avec comme point commun la relocalisation et le lien social. Il y a aussi l'épargne locale, portée par le mouvement des CIGALE, qui a été portée pendant un moment par les plateformes d'initiatives locales : je fais partie de ceux qui ont créé « Apt initiatives » dans les années 80. Après, ce mouvement s'est professionnalisé dans le mauvais sens du terme, c'est-à-dire qu'au départ nous étions des militants, élus, entrepreneurs, banquiers, tous animés par un esprit de développement local qui ensuite a été un peu galvaudé : ce champ de l'épargne et de l'investissement local est à réinvestir.

D'autre part, le message à faire passer, puisque c'est le but de l'atelier, c'est que la relocalisation doit aussi s'aborder du côté des producteurs. Les SEL sont un bon moyen de favoriser des échanges inter-producteurs, pas forcément les professionnels sur le plan de leur métier mais une production non marchande, domestique qui a sa valeur intrinsèque. Je suis un peu consultant aussi et j'interviens pour le Conseil Général auprès de bénéficiaires du RSA, commerçants et artisans ; le but étant de les accompagner pour faire monter leur chiffre d'affaire, je me rends compte qu'ils sont tous très isolés et pourtant je me dis souvent, tiens, celui là pourrait travailler avec celui là. Le principe des coopératives agricoles il y a 100 ans, c'était de regrouper les petites fermes de chacun, parce qu'ensemble on est plus fort. Aujourd'hui, sur le plan des services et de la petite production, il faudrait retrouver ce principe de la coopérative avec un système de bourse du travail local qui permettrait à des auto entrepreneurs, totalement isolés, de retrouver du lien, et d'échanger des biens et des services avec les autres.

Il y a une vraie préoccupation de mise en culture de tout ça. En 2007, l'université de Nancy, avec un groupe de travail qui s'appelle « groupe recherche information, communication, propagande » a lancé un appel à contribution auquel j'ai répondu qui était la mise en culture des territoires ; j'y ai répondu sur la question des savoirs informels. Je connais bien la MAS d'Avignon et partout il y a des galaxies d'acteurs qui sont tétanisés par toute la pub que l'ont subit, DECAUX et Cie ; un manque manifeste de confiance en soi, ils sont terrorisés par le rouleau compresseur de l'économie orthodoxe. Donc, des structures collectives qui n'arrivent pas à projeter dans l'espace social quelque chose qui fasse symbole, qui rende compte de leur solidarité. L'ESS ne sera pas à elle seule la solution, mais c'est un espace-temps réflexif sur cette violence institutionnelle. Il y a un vrai travail à refaire au niveau des collectivités territoriales parce qu'on a tellement bien divisé le travail qu'il est devenu incompréhensible : produire du sens et le partager oblige à revisiter tout ça, comment rendre lisibles les petits morceaux de mosaïque : la mise en culture de ce chaos.

- qui Le présenter autrement que comme un à côté pour ramasser ceux qui tombent, l'ESS est souvent présentée de cette façon dans la presse. Il y a l'économie, la sérieuse et pour ceux qui tombent, qui ne tiennent pas ou qui n'ont pas envie, il y a l'ESS.

- L'innovation sociale, elle est là. L'auto-partage est né en Suisse et aujourd'hui, c'est repris par le groupe BOLORE ,à Paris.

- Est-ce que c'est la destinée de cet outil de se faire récupérer par le système capitaliste classique à forte valeur ajoutée , pour essayer de vendre des batteries électriques qui marchent pour tout le monde ? Aujourd'hui, on est à un aiguillage, on essaie de titiller le système, on dit qu'on peut faire autrement. LECLERC est le premier distributeur de bio en France, il est en train de flinguer tout le monde parce qu'il fait de la bio pas chère qui vient du Maroc, dans des conditions catastrophiques. Il est en train de tuer toutes les petites coopératives qui s'étaient créées et il prend des parts de marché à BIOCOOP.

- LECLERC serait peut-être prêt à signer la charte éthique pour la Roue....

- Il utilise déjà les monnaies complémentaires avec la carte de fidélité. Air France, avec les Smiles, a aussi sa monnaie complémentaire, il y a même une telle activité générée autour de ces Smiles qu'on peut se demander si c'est un transporteur ou un fournisseur de services.

sébastien : Le lieu associatif a été, depuis toujours, un lieu d'invention parce qu'on a les mains et la tête libres, on va plus vite il n'y a pas d'inertie. Tout ce qui s'invente ici est-il voué à finir comme auto-partage de BOLORE ? Ou est-ce qu'il est possible qu'émerge, ce dont je parlais ce matin et ce que cet économiste belge appelait de ces vœux, une économie plurielle ? Est-ce que c'est possible selon vous que quand on a en face de soi des gens qui ont les moyens de BOLORE pour la pub, qu'une autre économie, basée sur le volontariat de ceux qui veulent vivre autrement, existe ? Et est-ce qu'elle restera marginale à 10% comme aujourd'hui ? Quelle est la place des collectivités locales là dedans ? Si on pense qu'il est possible de verser des prestations sociales en monnaie locale ou de payer ses impôts, cela veut dire que la collectivité locale est partie prenante. La question est comment ce système peut vivre, face à la concentration énorme de l'économie aujourd'hui, et sans révolution puisque c'est le présupposé ?

- Qui Depuis le temps qu'on fait de l'innovation sociale, on a gardé dans nos têtes l'intime conviction que ce n'était pas pertinent. Nous nous disons en permanence que nous sommes impertinents et que peut-être un jour on va nous reconnaître. André MICOU en 1981, à Carcassonne, a fait un colloque : « marginalité et préfiguration », il disait : ce qui est en train de naître (parlant des rhizomes de Deleuze), n'est pas susceptible d'être lu par tout le monde parce que ce sont des toutes petites pousses et qu'avec de gros sabots, on écrase tout. Cela fait des lustres que plein de petites pousses sont là et commencent à ressembler à des séquoias et des baobabs. Mais on réussit à nous convaincre que ce sont toujours des petites pousses : c'est de l'intox. Ce qui fait que nous avons tous des espèces de précautions de langage, tout ce qu'il faut pour être dans la servitude volontaire. Comment peut-on avoir cette confiance en soi, je renvoie à l'éthique de conviction, j'ai quelques vérités auxquelles je crois, vérités portées par des collectifs qui les expérimentent. Ne plus se demander si un jour on va exister, moi je n'ai plus de doute sur mon existence. Il y a un travail d'éducation populaire à faire pour contrer ce matraquage : ça vaut le coup de se demander pourquoi et comment on produit et peut-être que cela fait longtemps que l'on produit autrement.

- qui ou en continu ? Je pense que le système capitaliste a tout intérêt à ménager une place pour cette économie qu'on a appelée parfois le troisième pôle de citoyenneté, sinon il n'y a pas de soupape, avec les maux sociaux qui se sont développés derrière la mondialisation. Au début, le procès fait au SEL d'Ariège, l'un des premiers, a prouvé que le système se méfiait un peu et puis il a vu qu'on n'était pas dangereux, qu'on sera toujours à la marge. Il nous laissera exister, à côté du système officiel, parce que ce halo sociétal est indispensable.

Qui OKHRA On m'a demandé de préparer 2 ou 3 choses intéressantes mais courtes. Donc voilà 2,3 choses importantes, en essayant de coller à vos préoccupations de collectivités, de

territoires etc. Qu'est ce qui a prévalu à la logique de la création d'OKHRA, structure qui a promu et accompagné la transformation d'une ancienne usine d'ocre de Roussillon en centre de services et de formation sur la couleur ? Au départ, nous nous intéressions au patrimoine industriel, assez ignoré dans le monde de la culture même s'il y a beaucoup de friches industrielles sur le territoire ; à l'époque, il n'y avait même pas de cellule du patrimoine industriel au ministère de la culture. Nous venions du monde de l'entreprise : mon mari et moi avons beaucoup réfléchi à ce qui se passait dans les entreprises dans les années 80, beaucoup de plans sociaux, des gens qui partaient par brassée entière, tout d'un coup dans les entreprises on voulait rationaliser, mais finalement il y avait des ruptures culturelles telles, que c'était difficile de remettre en route un fonctionnement correct. On s'est donc dit que si on voulait remettre une usine en état de fonctionnement sur une valorisation culturelle qui, dans son essence même en tant qu'entreprise, elle doit rester ancrée dans le monde de l'économie. Si on monte une démarche culturelle, il faudra forcément qu'elle soit structurée comme une entreprise, parce que cela fait partie de l'histoire de cette usine que d'être une entreprise. Quand on a monté OKHRA, on a tout de suite pensé qu'il nous fallait générer des activités économiques qui nous permettraient de financer les activités culturelles, éducatives, sociales. Pour les administrations c'est un peu hybride, parce qu'on va avoir une structure qui se donne une mission d'intérêt général et collectif et en même temps qui fait du commerce.

- Quel est votre statut ?

- OKHRA : En 94/95, on s'est créé sous forme associative, parce qu'elle n'empêche pas de faire du commerce mais elle ne peut pas distribuer des bénéfices. Les pouvoirs publics nous pressaient plutôt de faire une association et une SARL, pour qu'il y ai le commerce d'un côté et le monde créatif de l'autre. Nous avons résisté à cette pression parce qu'on a pensé que ce qu'ils nous demandaient là, ils allaient nous le reprocher dans quelques années en nous disant que les subventions pour l'association sont injustifiées parce qu'à côté on gagne du fric avec la SARL. Plein de projets se sont faits comme ça, mais c'est un peu le mariage de la carpe et du lapin, au bout d'un moment des gestionnaires de SARL et les militants d'associations ont des intérêts divergents. On a voulu avoir la vision sur la globalité et sur le circuit de l'ensemble. Quelques années plus tard, ont été créées les sociétés coopératives d'intérêt collectif qui permettent de mettre des partenaires multiples au sein d'un même projet avec un pilier économique et une finalité sociale ou sociétale. On a donc été repéré comme une structure qui faisait de la SCIC *en clair* sans le savoir et on s'est finalement transformé en SCIC. Ce sont de bons outils qui permettent de mettre dans la même société, inscrite au registre du commerce, aussi bien des gens qui travaillent pour la structure, des gens qui vont militer pour sa finalité, des collectivités locales qui trouvent que c'est intéressant pour leur territoire. C'est une structure un peu lourde parce qu'il y a des intérêts très différents à marier.

Le fait d'être la première dans le Vaucluse nous a amené à participer à différents cercles de promotion et de réflexion sur le multi-partenariat, SCIC ou pas SCIC, sur un territoire. Notamment un cercle de réflexion qui a donné lieu à la création du mouvement des

entrepreneurs sociaux, dans lequel on retrouve le crédit coopératif, la NEF, les grands entrepreneurs sociaux, le commerce équitable, les jardins de cocagne etc. Ce mouvement veut faire reconnaître que l'entreprenariat social n'est pas quelque chose de marginal : on peut démontrer que l'on peut être entrepreneur, créer de la valeur ajoutée, créer de la richesse en se donnant comme règle collective de ne pas redistribuer cette richesse sur quelques têtes, mais qu'elle profite à tout le monde. Il y a plein de modalités pour développer ces idées et il ne faut être à côté ou distinct de l'économie classique, il faut des ponts sinon ça ne pourra pas se développer, cela restera marginal.

Eco habiter : Je suis secrétaire de l'association départementale Éco- habiter-Vaucluse qui regroupe 35 à 40 adhérents. L'idée, c'est l'auto promotion : des personnes se réunissent dans un désir d'habiter autrement, parce qu'habiter ce n'est pas seulement se loger : pour nous, c'est avoir un habitat personnel et des parties gérées en commun. On s'est aperçu que les communautés de 1968 se sont vite essouffées par ce qu'on partageait tout et qu'on arrivait pas à savoir qui faisait quoi et ensuite, on est tombé dans l'individualisme forcené. Nous avons un désir d'articuler et d'équilibrer ces deux choses qui sont essentielles. On parle des habitants d'une ville, pas des logés, c'est donc bien relié à une âme, à l'histoire de la ville, sa culture, toutes les dynamiques qui gravitent autour de la ville et de sa région. Tout se rejoint, on parle d'habitat participatif, habitat groupé ou habitat partagé. L'habitat est essentiellement relié au territoire : comment on j'occupe l'espace, comment je veux vivre, où, avec qui. On a énormément d'obstacles : depuis 2 ans, on a rencontré une dizaine de petites communes très intéressées par le concept et la démarche ; mais, dans une économie spéculation, la pression foncière est très forte et ce qui limite l'accès à la propriété ou empêche de vivre autrement ,sans accès à la propriété. En France, on est assez en retard par rapport aux pays nordiques, mais c'est en chantier, il y a un grand foisonnement, notamment en Bretagne, Alsace : en 2010, à Strasbourg, une semaine a été consacrée aux éco-quartiers, réunissant 400 personnes et associations porteurs de projet. Notre association départementale est affiliée à un réseau régional sur Rhône-Alpes, PACA, Languedoc-Roussillon, regroupant 35 départements. Une ou deux fois par an, tous les acteurs de projet, les responsables d'association départementale, les accompagnateurs de projet, des professionnels architectes, sociologues, se réunissent. C'est très riche et peu connu, vous pouvez aller voir le site « habitatgroupe.org » qui regroupe 5 régions.

- Comment faites-vous ? vous vous regroupez, vous mettez un capital en commun, quel est le modèle économique ?

- ecoquar :Il n'y a pas de modèle économique, on ne se connaît pas forcément au départ, on commence par définir une zone géographique, un budget, des délais. L'idée motrice, c'est de se réunir régulièrement et de bien échanger sur ce que l'on veut vraiment, afin de s'orienter sur un type de projet. C'est vraiment de l'auto-promotion, d'ailleurs à l'Assemblée Nationale, des députés ont planché sur le sujet de ce qu'ils appellent le tiers-secteur pour essayer de faire reconnaître ce système de coopérative d'habitants. Vu la crise du logement et le désir de nombreuses personnes d'habiter autrement cela va devenir un secteur reconnu.

- Cette association est donc un lieu de rencontre de personnes qui envisagent d'habiter autrement. Elle permet aux gens de se connaître et d'avancer avec d'autres sur un projet.

- eco,, ? : L'association, au départ, est là pour informer : on ne livre rien clefs en main, et après les gens sont autonomes. Je n'ai pas parlé d'écologie, mais bien évidemment le choix des matériaux, le bio climatisme, sont importants ; mais cela dit, il faut faire attention aux effets de mode, au capitalisme vert. Quand on construit il faut commencer par redéfinir ses besoins, déconstruire des conditionnements pour repenser ses besoins.

QUI?RENNES- Il y a une telle distorsion entre ce que peuvent rechercher des gens qui adhèrent à votre association dans leur diversité et ce qui est mis actuellement sur le marché en termes de produits, logements etc. Des efforts de mutualisation de services sont faits pourtant. Sur le pays de Rennes, où je travaille beaucoup dans le cadre d'opérations d'aménagement, ce sont des choses qui de plus en plus sont intégrées aux conceptions urbaines et architecturales, que ce soit les aménagements pour le stationnement, voire des systèmes de parking partagés etc. Est-ce ici une problématique régionale ?

- eco-qu : Pas vraiment, le Vaucluse est un peu particulier et l'association est plutôt jeune. Le problème majeur, ici, c'est le prix du terrain, c'est plus facile coté, dans le Gard. J'ai suivi un groupe dans le Lot où il est prévu un éco-village de 25 foyers, soit 60 à 80 personnes, mais le prix du terrain est à diviser par 3 ou 4. par rapport à ici. Concernant les aménagements d'éco-quartiers, à Nîmes et Montpellier, d'importants projets sont en place avec des aménageurs, des concepteurs, des élus locaux, il faut que les gens qui vont habiter ces futurs quartiers fassent connaissance avec les riverains, c'est un véritable travail transversal de longue haleine avec tous les acteurs.

- Quelle est la différence avec une copropriété classique, à part le fait que c'est de l'auto-promotion ?

- eco : Tout est une question de statut juridique, on peut choisir le règlement de copropriété classique, en y introduisant les valeurs partagées par le groupe, on peut choisir aussi la SCI. La structure juridique est choisie par le groupe en fonction des objectifs à atteindre.

- Est-ce qu'on est là dans une économie tellement différente de l'économie libérale ? un certain nombre d'agents se mettent ensemble pour construire leur maison ensemble, mais je ne vois pas bien en quoi cela se distingue du circuit dans lequel on fonctionne.

- ecoq : C'est un circuit court, vous faites le métier de l'aménageur qui a un coût : il recherche du terrain, il négocie, il fait un projet, il fait le permis de construire, il négocie avec la banque etc. Vous faites ce travail, donc vous n'allez pas le payer, c'est du circuit court, de la mise en commun de compétences. Au bout du compte, on gagne 10%

- Oui mais je ne vois pas en quoi les pouvoirs publics, les fonds publics, devraient être favorables ou défavorables à de telles initiatives ?

- ecoq : Mais il n'y a pas de fonds publics.

- Mais vous dites : c'est difficile en ce moment, on n'est pas aidé, c'est ce qui se dit en filigrane.

- ecoq : L'auto-promotion c'est s'aider soi-même, construire son projet, s'approprier son habitat. Il n'y a aucune aide.

- Ce qui est sous-jacent, c'est de retrouver une forme de solidarité. Est-ce que l'on peut rapprocher cela de ce que vous présentez : comme ces maisons dans lesquelles se retrouvent des personnes âgées, qui créent des habitats communs, ou au contraire des habitats intergénérationnels. Ce sont quand même des gens qui acceptent de sortir des images classiques pour des formes expérimentales.

- ecoq : Notre idée c'est l'intergénérationnel et la mixité sociale.

- ecoq ? Les pouvoirs publics pourraient avoir un intérêt à favoriser ces projets. C'est une rupture avec « j'ai mon pavillon et les 1000 m² autour ». Au bout du compte on utilise moins d'espaces agricoles et de VRD. Cette rupture est dans la loi et, quand on rencontre les maires, on s'aperçoit que l'auto-promotion est conforme à la loi SRU. Le PFR aide de tels projets montés par les mairies. La collectivité va donc y gagner et faire des économies.

- Économie d'espaces agricoles, de VRD et d'énergie.

- Mais ça, c'est de la forme urbaine éco-quartier ; l'habitat dense, l'habitat intermédiaire ne supposent pas un type d'organisation classique du promoteur privé ou de Nexity, ça ne présuppose pas l'outil, votre originalité c'est l'auto promotion. La forme urbaine va vers plus de densité, c'est une autre question, y compris pour les questions foncières : c'est finit le foncier pas cher. C'est un département de surface agricole qui disparaît, tous les 7ans, sous l'urbanisation. En fait, les outils dont on parle, on les a, ce qui est nouveau c'est qu'aujourd'hui, et vous en êtes l'exemple, vous vous instituez votre propre promoteurs sur un projet.

Ecoq ? : Un exemple concret : dans une ville du Vaucluse de 10 000 habitants, avec un terrain de coefficient d'occupation des sols de 0.3, on pouvait construire 900 m² ; sur un terrain de 3000 m², avec 25m² de surface habitable pour 75m² de parking, c'est ça qu'il faut changer, c'est de l'anti Grenelle de l'environnement.

- Vous disiez c'est le boulot des aménageurs de faire tout ça, c'est leur spécialité.

- ecoq ? Ce n'est pas ça, ça rentre dans la culture des aménageurs.

-ecoq ? : Disons que ce serait à eux de faire ça, mais le problème aujourd'hui c'est qu'il faut s'endetter sur 25 ans pour avoir une maison ; donc ça rejoint le problème du crédit.

Écoq ? Et c'est aussi une manière de reprendre de l'autonomie sur son activité : je ne vais pas être aliéné à bosser dans une entreprise aux valeurs de laquelle je ne crois pas, mais parce que

j'ai un crédit derrière. Des gens ont mis en avant la maison 3E, Entraide, Économie, Écologie. Ils ont réussi à faire une maison à 20 000 euros (sans le terrain) qui est saine et qui permet de faire vivre une famille. Et ce n'est pas la maison à 100 000 euros en parpaing que prônent certains. C'est une maison qui s'est faite grâce à l'entraide. Après, ce qui est intéressant c'est d'intégrer les pièces communes, les garages communs.

- Les HLM, j'ai vécu dedans, c'est dur, quand il fait chaud, on n'a pas d'air. En France, aujourd'hui, on n'a plus le droit de se réunir en bas des immeubles. Les éco-quartiers, les habitats groupés, c'est quand même pour dire on recrée du lien. Ce sont des précurseurs, on a envie d'aller vers ça.

- Ecoq ? : Faire de l'habitat confortable, on a mis du temps, mais techniquement on sait faire ; on sait le faire en auto-promotion ou hors auto promotion, on sait le faire en logement social. Faire du logement à moins de 1500 euros le m², ça devient très compliqué, sauf si on construit soi-même. C'est là qu'il y a un changement d'économie : si on fait soi-même l'auto promotion. Dans le Vaucluse, le terrain c'est 250 000 euros pour 1 000 m² : il y a un marché du foncier. Dans une démarche privée comme ça, il n'y a pas d'aide, le prix de sortie est forcément élevé. Ceux qui y arrivent ont de l'argent, mais ce n'est pas ça qui est intéressant.

Rennes ?- Sauf que les collectivités peuvent avoir un intérêt à fournir du foncier pas cher, comme ça se fait en Bretagne : quand il y a désertification d'un village, le maire met un foncier pas cher et l'aménage et j'accompagne des projets.

- ecoq ? : Les mairies, qui ont une politique foncière ciblée, font ça, mais modérément, parce que l'école il faut aussi la payer et la mairie n'a pas forcément de l'argent. Si le maire vend les terrains un peu plus chers, il pourra restaurer l'école. L'apport original, et qui me paraît important, c'est de noter que, aujourd'hui, on se prend en charge dans ce domaine comme dans le domaine agricole, on se prend en charge soit pour des raisons éthiques, ou pas du tout : on peut faire de l'auto-promotion sans mettre de barre éthique, c'est toujours de l'auto-promotion. Elle facilite l'accès au foncier : avec un projet groupé, on optimise le m² du terrain. Et puis en baissant de 10%, on rend solvable beaucoup de familles qui ne le sont plus.

- Sur un promoteur, l'économie est en moyenne entre 10 et 20%.

- Dans une logique d'achat, ça rend solvable ; ça ne change rien sur le modèle économique : vous allez à la banque et vous allez faire un emprunt.

- Ecoq ? : Ça c'est l'aspect économique, mais il n'y a pas que cet aspect.

- ecoq ? : Il y a les coopératives d'habitats au Québec. C'est l'État ou l'organisme de HLM qui fournit le terrain, ce sont les habitants qui font construire l'habitat, après c'est géré par une coopérative d'habitants. Les habitants gèrent les changements d'habitants. Il y a des échanges d'appartements. C'est à loyer modéré. C'est le même principe que « Terres de liens ». On est préoccupé par le fait d'être propriétaire, sinon ton n'a pas réussi à 50 ans.

Peut-être qu'on peut raisonner autrement.

- L'avenir aujourd'hui fait peur. Celui qui veut être propriétaire, doit pouvoir le devenir. C'est là que la pluri-économie est intéressante. Ce qui est intéressant en ce moment est beaucoup plus complexe que le simple choix entre les russes ou les américains, il y a une complexité et une diversité qui est intéressante.

- Dans ce que vous dites, que les gens qui veulent devenir propriétaire, puissent le devenir, c'est un droit. Compte tenu de la société, il y a une forme de vie plus nomade aussi qui fait qu'on n'aurait pas envie tant que ça d'avoir une propriété quelque part, mais pouvoir aller d'un endroit à un autre facilement. Or justement, ces histoires de foncier, de coût de l'immobilier, de location, poussent, même quand on n'a pas envie d'être propriétaire, à le devenir.

- Il est possible que d'autres formes d'échanges voient le jour. Aujourd'hui on peut échanger pas internet. On trouvera peut être sur internet des bourses : « je veux passer trois mois à Paris ».

- Ça fonctionne déjà

- S'il y a une demande de fluidité, elle s'exprimera naturellement.

- Il y a beaucoup de gens qui, par l'accès à la propriété, sont dans des culs de sac résidentiels.

- On parlait de biens : il y a une partie du débat qui est sur ce qu'est un bien, qu'est ce qu'est un droit. Le logement est-ce un bien, est-ce un droit ?

- eau ? : C'est une association qui s'appelle « éco-politique de l'eau », notre crédo c'est : « l'eau ne doit pas être marchandisée » et notre volonté, dans le contexte local, c'est d'aboutir à ce que la gestion de l'eau soit mise en régie. La genèse de l'association : au début des années 94, c'est un collectif d'associations qui a été créé dans un réflexe très consumériste : l'application de la loi Lalonde de 92 amenait, pour l'utilisateur, une brutale hausse de la facture d'eau. La réaction a permis de créer ce collectif d'associations pour réagir, puis très vite est né à proprement parlé l'association loi 1901.

La réalité avignonnaise : jusqu'en 1986, l'eau était gérée par la municipalité. En 86, la municipalité a décidé de mettre en délégation le service public de son eau et, à partir de là, c'est la Générale des Eaux qui est devenue Vivendi, qui est devenu Veolia, qui gère cette délégation de service public. Après, le réflexe consommateur : on a mis le nez dans la manière dont ça s'organisait et on s'est aperçu qu'on était en face d'une société qui a des actionnaires, qui doit faire des bénéfices et que le confort des usagers et le prix de l'eau n'est pas du tout en conformité avec le coût. La ressource est gratuite, ensuite il y a sa distribution : en France les réseaux d'eau appartiennent aux communautés de communes, donc aux citoyens. Quand la communauté délègue, ce service c'est simplement la distribution de l'eau et le traitement des eaux usées. Par exemple, les réseaux, c'est toujours la communauté qui en est propriétaire et qui se doit d'en faire le renouvellement quand c'est nécessaire. Par contre, la société se doit

d'entretenir les canalisations quand besoin est. Par exemple, s'il y a un problème sur une canalisation de 12 mètres, c'est à la société de réparer et d'en assurer l'entretien ; mais sur une plus grande longueur, on est dans le renouvellement et c'est à la communauté d'assurer ce renouvellement. On voit tout de suite que la société des eaux a tout intérêt à laisser se dégrader le réseau d'eau afin que ce soit la communauté qui paie.

- Ça été mal négocié au départ ?

- eau ? :En France on a 3 grandes sociétés des eaux, elles ont chacune leur pré carré. Il y a 50 ans que la SDEI est en place dans le nord Vaucluse.

- C'est du privé sans concurrence.

- S'il y a contrat d'affermage, qui est un contrat de dupe pour les usagers, c'est bien la faute des élus ; ils n'étaient pas obligés de signer.

- Quant il n'y a pas de concurrence...

- Les élus peuvent en reprendre la gestion, ils ne sont pas obligés. Il y a aussi 3 sociétés, ils signent avec une et ils se font avoir, tant pis pour eux.

- En 86, la municipalité a délégué son service public parce que la Générale des eaux a dit au maire de l'époque : vous me donnez cette délégation et je vous paye un droit d'entrée, ce qui maintenant est interdit.

- Dans une société, quand un fournisseur n'est pas correct, on peut ne pas renouveler son contrat !

- Sauf s'il n'y a pas de concurrence.

- Ce n'est pas le système de la délégation de service public qui est en cause, c'est la manière dont il a été utilisé par des élus incompetents.

- Il faut parler des contreparties. Vous allez à Lyon, où vous avez le local VEOLIA, qui fait de l'éducation à l'environnement même dans l'enseignement élémentaire, à moins de 200 mètres de la mairie. La contrepartie qu'a accepté la municipalité : des équipements collectifs, c'est l'intrusion dans le culturel.

- Ils l'ont accepté, tant pis pour eux. Cela dit, je suis pour la remunicipalisation. Mais il ne faut pas se plaindre quand on a signé des contrats.

- Le contrat d'Avignon est de 35 ans. 1986_2021, mais un arrêté de la Cour d'État a réduit, en 95, la durée de contrat à 20 ans ; ce qui fait qu'en 2015, la ville d'Avignon pourra remunicipaliser.

- Je n'ai pas de point de vue idéologique sur privé ou municipal, je ne sais pas si municipal sera moins cher que privé ; je n'en sais rien. Le problème c'est qu'il n'y a pas de vraie concurrence, les territoires sont négociés. Le problème c'est la concentration, en termes de

démocratie et de marché. Il n'y a pas de concurrence sur le téléphone, sur l'eau et le BTP, les autres secteurs, je ne connais pas.

- eau ? : Les élus ont perdu le savoir faire. Notre cheval de bataille c'est se réapproprier la gestion de l'eau, que ça devienne une régie.

- Et les petites entreprises ?

Eau ? :- Actuellement les grandes sociétés se partagent les marchés, en plus il n'y a aucune surveillance, pour surveiller, il faudrait des employés.

- Rien n'empêche une équipe d'élus de proposer une remunicipalisation. J'ai un point de vue idéologique qui est qu'il y a un certain nombre de biens qui sont des biens épuisables sur lesquels il faut que le marché ne soit pas intervenant. Maintenant, ceux qui préfèrent faire appel au marché et qui signent un contrat, qu'ils ne viennent pas se plaindre si la société veut faire exécuter le contrat qu'ils ont signé.

- D'expérience, alors que, normalement, c'est l' élu qui doit faire le règlement, les grandes sociétés viennent avec leur règlement.

- Qu'est ce qui empêche les élus de le faire ?

- Il y a peut-être un problème de formation.

- Pour la renégociation avec EDF, le même problème s'est posé : aucun élu ne savait qui était propriétaire d'une maison basse tension.

- Je dirais un peu la même chose. J'apprécie qu'on remette du sens dans tous les débats. Je travaille dans une entreprise et je trouve que dans l'entreprise aussi il y a des choses qui se passent. Je trouve, qu'en France, il n'y a pas forcément deux économies : une économie alternative et une économie libérale ; je pense qu'il y a beaucoup de passerelles. Il faut dire ce qui se passe dans une Délégation de Service Public : je pense qu'il y a des DSP qui peuvent bien fonctionner. Il n'y a pas que des DSP qui sont exploitées par des grands groupes. Il y a des choses qui sont inventées par l'homme ; a DSP n'a pas été inventé par un grand groupe, c'est bien une structure juridique qui a été imaginée par des gens compétents ; après c'est l'utilisation qu'on en fait. L' élu a une grande part de responsabilité.

- Mais il y a les lobbies

- Mais nous aussi on peut être un lobby

- C'est un jeu d'acteurs

- Mais on se sent tout petit par rapport au DSP.

- J'apprécie le débat et le fait qu'on ait parlé aussi de l'éco-habitat car je suis attachée à la réalisation de ces nouvelles formes d'habitats. Ce qui m'inquiète c'est le fait qu'on ne partage plus les expériences. Aujourd'hui ,on a les outils pour le faire et on voit arriver les

« clusters », ce qui peut freiner une économie : e sont des petites boites qui se referment petit à petit pour protéger le savoir, alors que je préfère le partage d'expérience, comme le partage sur la façon de construire, sur le Sel, les échanges de services, apprendre ce que sait faire l'autre.

- Merci à vous tous.